

Ecrit par le 12 février 2026

Fédé BTP 84, Où en sommes-nous aujourd'hui ?



Rencontrés lors des Coulisses du bâtiment et des travaux publics, Christian Pons, président de l'interprofessionnelle et Daniel Léonard, vice-président de la branche Travaux publics de Vaucluse se sont confiés sur la pénurie et la hausse des coûts des matériaux qui mettent un coup d'arrêt à la sortie de chantiers et au bon déroulement de ceux-ci. Conjoncture.

Nous sommes dans la tourmente !

«Mais nous saluons, tout d'abord, le soutien de l'État via M. le préfet de Vaucluse relatif aux incidences de la crise sanitaire Ukrainienne, a entamé Christian Pons, pour soutenir les entreprises par l'application

Ecrit par le 12 février 2026

de l'imprévision, la révision et le gel des pénalités. Désormais nous comptons sur la réactivité et la solidarité des maîtres d'ouvrages publics pour en faire l'application. Ce que nous demandons aux maîtres d'ouvrages publics et bailleurs sociaux ? D'appliquer des clauses de variations de prix en en demandant l'actualisation et la révision. Nous souhaitons le partage des surcoûts par les dispositions sur l'imprévision, le gel des pénalités de retard en cas de rupture d'approvisionnement car nous constatons que des marchés publics sont lancés en prix fermes alors que l'augmentation des prix des matériaux est avérée depuis un an.»

Le constat ?

« Cette crise des matériaux est la conséquence d'un fort redémarrage de l'économie au sortir de la crise sanitaire, détaille le président de la fédération du bâtiment et des travaux publics de Vaucluse, avec une demande globale en augmentation conduisant à des délais et des goulots d'étranglement que ce soit sur la fabrication, sur l'approvisionnement, voire des ruptures sur certains matériaux comme l'acier, le plastique et les composants électroniques. »

Les raisons ?

« L'Asie et notamment la Chine, 1^{er} consommateur mondial de matières premières, prévoit une croissance de +7,5% ainsi que les États-Unis dont le plan de relance du président Joe Biden initie un programme de reconstruction des infrastructures, rappelle le bâtisseur. Il est aussi question de la situation internationale et des chaînes d'approvisionnement rompues par la guerre en Ukraine avec des contournements allongeant les délais de livraison, la hausse des prix de l'énergie : pétrole, gaz, électricité... »

Conséquences pour les Travaux publics ?

« Les hausses tarifaires et les pénuries sont aussi immaîtrisables qu'imprévisibles déplore Christian Pons. Les durées de validité des devis fournisseur sont de 24, 48h ou de deux semaines maximum. Le mélèze, le chêne, les panneaux OSB, les câbles électriques, le carrelage viennent à manquer et les délais de livraisons s'allongent de plusieurs semaines à plusieurs mois de retard. Les béton, ciment, granulats ont augmenté d'entre 6 et 12%, le bitume pour la fabrication des enrobés +40% ainsi que le prix des carburants alors qu'un engin Travaux publics consomme quotidiennement 400 litres. »

Pour le bâtiment ?

Tout ce qui est de l'ordre de la platerie, et de l'isolation a subi une augmentation tarifaire de 7% à 15%. Les fenêtres de toit 10%, le PVC 15%, c'est tout autant que le bois, le carrelage 20%, les conduits galva et alu 30%, les portes, parois de douche, pare-baignoire 9%, l'aluminium 28%, les ronds à béton 50%, les profilés acier 50%, les treillis soudés 50%, le cuivre 6%, les aciers 30% entre janvier et février 2022 et 60% depuis fin février 2022. La tonne d'acier est passée de 540€ à 1 800€.

Un impact plus profond et plus durable que la crise du Covid-19

«Ce que nous vivons actuellement nous impacte de façon bien plus importante que lors de la pandémie de Covid-19 constate Christian Pons. Nous sommes dans la tourmente ! Le monde du bâtiment et des travaux publics est tellement variés que les uns et les autres ne vivent pas la même chose de la même manière. Les métalliers sont frappés de plein fouet par tout ce qui a trait à l'acier et tous les produits qui

Ecrit par le 12 février 2026

nécessitent d'être transformés par l'énergie telle que le gaz, l'électricité, le fioul. Pour le moment les entreprises semblent tenir le coup mais déjà se renseignent sur de possibles compression de personnel, de mise à temps partiel car les chantiers peinent à sortir devant l'envolée des coûts des matériaux. Si nous n'observons pas de défaillance d'entreprises pour le moment, nous craignons que le mois de septembre se révèle compliqué.»

Un exemple ?

«Il y avait sur Avignon un chantier ville qui devait être signé, illustre Christian Pons. Le métallier n'a pas pu signer le contrat à cause de la mention 'prix ferme non révisable' alors qu'il venait de subir une augmentation des coûts de matériaux de plus de 50%. Il n'a pas pu signer le contrat sous peine de perdre de 20 à 30% sur ce chantier. Lorsque cela se produit c'est toute la chaîne qui s'arrête. C'est là que les élus découvrent, tout à coup, cette situation. Ils disent : Comment peut-on faire car nous avons un budget ? Les professionnels leur répondent qu'ils ne peuvent pas perdre d'argent sous peine de mettre en danger leurs entreprises. Cette situation est générale !»

L'Etat informe

«Nous avons écrit au préfet, reprend Christian Pons, à la présidente du Conseil départemental, au président du Grand Avignon, aux maires, pour leur dire que nous étions en incapacité de signer des marchés non-révisables. Nous ne pouvons à nous seuls, absorber la hausse mondiale des matériaux. Le préfet a commencé à se mobiliser pour en informer toute la chaîne décisionnaire des élus.»

Ecrit par le 12 février 2026



Copyright Mireille Hurlin